

Les promesses de l'ALENA «ne sont pas au rendez-vous»

Les mouvements altermondialistes veulent un bilan social de l'accord

20 septembre 2004 | Éric Desrosiers

Dix ans après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les mouvements altermondialistes canadiens, mexicains et américains essaieront finalement de s'unir pour en dénoncer les résultats et faire obstacle à son approfondissement.

Réunis en colloque en fin de semaine à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) à l'invitation du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), les représentants de syndicats, de groupes sociaux et de mouvements environnementalistes des trois pays ont résolu de se mettre à la tâche immédiatement en dépêchant dès aujourd'hui à Ottawa une délégation ayant pour mission de réclamer du gouvernement un «bilan exhaustif des effets de l'ALENA depuis sa signature».

«Pas un bilan fait par des économistes avec des tas de calculs qui démontreraient tout sauf les faits. Un bilan citoyen, dressé par ceux qui subissent véritablement les effets de l'accord», a précisé hier Dorval Brunel, membre fondateur du RQIC et directeur de l'Observatoire des Amériques de l'UQAM. Un projet auquel on essaiera d'abord de rallier le Bloc québécois et le NPD, et qui pourrait profiter du statut minoritaire du gouvernement libéral.

L'un des membres de la délégation, le député fédéral mexicain Victor Suárez, en profitera également pour sonder les coeurs et les reins de ses homologues canadiens en ce qui a trait à l'idée d'un forum rassemblant les élus des trois pays. Il ne se faisait toutefois pas d'illusion hier, «la principale force de résistance au processus d'intégration en cours viendra des mouvements sociaux», a-t-il déclaré. «Le colloque [du RQIC] servira de point de départ à un nouvel effort visant à les mettre en réseau en Amérique du Nord», a-t-il ajouté.

Principalement issus du Québec, les quelque 400 participants au colloque de la fin de semaine intitulé: «Les dix ans de l'ALENA; bilan social et perspectives» ont dressé, dans les trois langues, un sombre portrait de la réalité.

«Les promesses qui ont été faites ne sont pas au rendez-vous une décennie plus tard», ont-ils conclu dans une déclaration finale de trois pages adoptée par acclamation. «Les inégalités qui existaient avant l'accord se sont creusées, en particulier celles touchant les femmes et les peuples autochtones, y poursuivent-ils. Accroissement des écarts entre riches et pauvres, concentration de la richesse dans les mains de quelques-uns, diminution du revenu moyen individuel, diminution draconienne de la création de nouveaux emplois, accroissement du nombre de travailleurs migrants, aggravation des problèmes environnementaux: telle a été la norme plutôt que l'exception.»

Il ne faut pas chercher plus loin si l'agriculture mexicaine traverse aujourd'hui la pire crise de son histoire, si les États-Unis sont en train de se désindustrialiser ou si le gouvernement du Québec n'en a que pour le partenariat public-privé, y dit-on.

Pourtant, «les gouvernements de la région maintiennent le cap et continuent à étendre l'emprise du modèle de "libre" échange sur le monde, cherchant même à développer une intégration plus en profondeur en Amérique du Nord par le biais d'un ALENA plus.»

«Il ne faudra pas trop perdre de temps à faire des bilans. Il faut bien réaliser que les autres ont de

l'avance sur nous», a averti les participants Guy Caron du Conseil des Canadiens. «Les autres», dit-il, ce sont les grandes entreprises privées représentées par le Conseil canadien des chefs d'entreprise ou l'Institut CD Howe qui rêvent d'une «intégration complète» du Canada et des États-Unis, qui promettent l'avènement d'un véritable libre-échange depuis la signature du premier accord entre les deux pays en ce sens en 1988, et qui profitent de la peur instillée par les attentats du 11 septembre pour justifier la poursuite en douce du processus d'intégration.

Trop occupés, ces dernières années, à lutter contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les mouvements sociaux d'Amérique du Nord ont négligé d'établir ou resserrer les liens entre eux, a-t-on reconnu en fin de semaine. Il faudra désormais mettre les bouchées doubles si l'on ne veut pas demeurer une guerre en retard. Il est désormais question de l'intensification des échanges d'informations, de la création de forums sectoriels et multisectoriels et, qui sait, peut-être même de la mise au point de stratégies communes.

Un premier forum trilatéral sectoriel portant sur l'agriculture devrait déjà se tenir d'ici six mois, peut-être au Québec. L'idée d'un autre forum du même genre qui réunirait cette fois les représentants du monde syndical a également commencé à circuler. On parle aussi d'un volet nord-américain à la Marche mondiale des femmes.

Les obstacles restent nombreux. Outre l'habituel manque de moyens financiers et la difficulté d'intéresser le grand public aux enjeux commerciaux, il y a le défi de convaincre les puissantes organisations américaines à se joindre à des initiatives qui dépassent leurs frontières nationales.

On ne comptait d'ailleurs qu'une douzaine de représentants américains au colloque de la fin de semaine, soit moins que les effectifs mexicains qui totalisaient une vingtaine de personnes. «Ils nous ont dit qu'ils auraient aimé être là, mais ils sont tous pris par la campagne présidentielle», a expliqué l'organisateur de l'événement, Pierre-Yves Serinet. Habituellement pressés par les mouvements sociaux de nombreux pays pour qu'ils pèsent de tout leur poids en faveur de leurs causes, note-t-il cependant, ce sont ironiquement les organisations américaines qui se sont mis à demander l'aide des autres depuis l'élection de George Bush à la Maison-Blanche et les mesures qu'il a mises en place à la suite des événements du 11 septembre.

«D'entendre vos espoirs de pouvoirs encore faire changer de cap vos gouvernements a été pour moi une expérience revivifiante, a confié hier à l'assemblée une Californienne visiblement émue. Chez nous, c'est quelque chose en laquelle on ne croit plus.»